



Mémoire AENQ (CSQ)

Consultation publique sur la réussite éducative

Volet autochtone

28 novembre 2016

L'Association des employés du Nord québécois (AENQ) est une association syndicale affiliée à la Centrale des syndicats du Québec regroupant le personnel enseignant et de soutien des commissions scolaires Crie et Kativik en plus de travailleuses de Centres de la petite enfance d'Eeyou Istchee. Elle compte plus de 1500 membres travaillant dans les 9 communautés cries d'Eeyou Istchee et les 14 communautés inuites du Nunavik, ainsi qu'à Montréal, Gatineau et Saint-Jérôme. Depuis plus récemment, elle représente également le personnel enseignant de deux écoles de conseils de bande Atikamekw. Cinq langues sont utilisées sur le territoire couvert par l'AENQ : l'inuktitut, le cri, l'atikamekw, l'anglais et le français.

Introduction

Le Ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) poursuit des consultations en vue de l'élaboration d'une « éventuelle » politique de la réussite éducative. Ce ministère prévoit tenir une journée de consultation spécifique sur les réalités de l'éducation en milieu autochtone y incluant les stratégies permettant de dégager des pistes de solution pour l'ensemble des jeunes autochtones au Québec. À cet égard, le ministère a fourni un gabarit permettant de soumettre un mémoire.

L'Association des employés du Nord québécois (AENQ) considère que ce gabarit ne correspond pas aux enjeux et défis que rencontrent les nations autochtones en ce qui concerne le développement des services éducatifs sur leur territoire et les efforts à déployer pour assurer la réussite éducative de nos jeunes que ce soit au sein de nos communautés ou à l'extérieur de ces communautés. Aussi nous soumettons au ministère un mémoire d'une facture différente.

D'entrée de jeu nous présentons quelques éléments permettant de comprendre la réalité de nos milieux notamment en ce qui concerne le contexte dans lequel évoluent nos écoles. Par la suite nous déclinons les principaux défis que nous rencontrons pour permettre l'atteinte du plein potentiel de tous les élèves et les recommandations qui permettraient de relever ces défis. Notre mémoire s'appuie sur notre vaste expérience dans nos communautés et introduit parfois le témoignage de certains de nos membres. Finalement en conclusion nous déclinons les recommandations que nous croyons nécessaires pour assurer la réussite éducative des jeunes autochtones.

Portrait de l'éducation en milieu autochtone

L'éducation en contexte autochtone présente une réalité différente de celle en milieu allochtone, en conséquence on ne peut aborder cette réalité sans prendre en compte quelques éléments historiques.

La population autochtone du Québec est jeune. On estime qu'entre 2001 et 2010, la population autochtone a augmenté de près de 15,7 % contre 6,9 % pour l'ensemble du Québec. En janvier 2011, on évaluait que près de la moitié de la population autochtone du Québec avait moins de 30 ans, les jeunes représentant 31% de la population Inuit âgée de moins de 15 ans et 26% de la population amérindienne.

Dénombrer ces jeunes qui fréquentent un établissement scolaire autochtone est difficile car le MELS dispose de données fiables seulement pour les commissions scolaires Crie, Kativik et l'école Naskapi. Malgré cette difficulté, le ministère estimait en 2010, que la population autochtone d'âge scolaire atteignait environ 22 649 jeunes de 5 à 19 ans. Ce nombre représentait 1,7 % de la population d'âge scolaire de l'ensemble du Québec. Plus encore, selon le ministère, en 2009-2010, la grande majorité des élèves identifiés comme autochtones fréquentait une école située dans leur communauté. Cette proportion était estimée à 95,2 % au préscolaire, à près de 90 % au primaire et à 81,1 % au secondaire, soit le taux le plus élevé au Canada¹.

Ces jeunes sont l'espoir de leur Nation. Pourtant, malgré les enquêtes, les rapports du Vérificateur général du Canada, le rapport du comité fédéral chargé d'évaluer l'éducation primaire et secondaire pour les Premières nations en 2012, les commissions parlementaires et sénatoriales, les multiples recherches, force est de constater la persistance du décrochage scolaire des jeunes autochtones et de leur détresse.

En 2009-2010, le taux de décrochage se situait à 80,1 %, à la Commission scolaire Kativik comparativement à 17,4 % pour l'ensemble du Québec. Quant à la moyenne pour les territoires conventionnés (Commission scolaire Crie, Kativik et École Naskja) elle s'élevait à 85,2 %. Par ailleurs, le taux de non diplomation chez les premières nations atteignait 38% en 2011². Mince consolation, les jeunes autochtones étudiant dans des écoles hors réserves seraient plus nombreux à obtenir leur diplôme d'études secondaires.

¹ Ces données sont tirées de Fonds pour la persévérance scolaire des jeunes autochtones (2015) *Rapport synthèse d'évaluation des projets du Fonds pour la persévérance scolaire des jeunes autochtones*, mai, p.

² GARAKANI, Tatina (1015. *Persévérance scolaire des élèves inuit : Influence de la perception, de l'attitude et de l'approche pédagogique des enseignants inuit et qallunaat (non inuit)*. Fonds de recherche Société et culture. 20 p.

Comment expliquer un tel phénomène?

La Loi sur les Indiens a eu un impact majeur sur les Autochtones. Parquées dans des réserves, déniées de leurs droits, placées sous la tutelle d'un ministre, soumises à des lois édictées par d'autres, ces populations ont vu leurs structures sociales attaquées et leur autonomie spoliée par les gouvernements. Le système des pensionnats visait à détruire la culture et l'identité autochtone³. « *Ces enfants y ont appris qu'ils étaient des êtres inférieurs et qu'il fallait de toute urgence éradiquer les langues et les cultures qui avaient marqué leurs origines. Beaucoup ont résisté, mais ils sont restés carencés après toutes ces années où ils ont vécu loin de leurs parents et de leurs communautés.*⁴ » Ces traumatismes ont traversé les générations et marquent encore les communautés.

Comme l'a si bien révélé la Commission de vérité et réconciliation. « *Un État qui détruit ou s'approprie ce qui permet à un groupe d'exister, ses institutions, son territoire, sa langue et sa culture, sa vie spirituelle ou sa religion et ses familles, commet un génocide culturel. Le Canada a fait tout ça dans sa relation avec les peuples autochtones.* »

Aujourd'hui, le sous-financement chronique des services dans les réserves entravent le développement des communautés et notamment l'avenir jeunes autochtones comme le démontre le cas des services éducatifs. Nous y revenons plus loin. En ce qui concerne les communautés conventionnés issues de la signature de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois (1975) et de la Convention du Nord-Est (1978) la situation s'est améliorée mais le taux de chômage est élevé, la pauvreté des familles et les problèmes sociaux demeurent.

Sommes-nous en train de perdre une autre génération?

Au sous-financement des services éducatifs s'ajoute la barrière culturelle. « *L'affaiblissement programmé de la culture et des langues dans les réserves est en partie responsable des difficultés éducatives et sociales que l'on connaît aujourd'hui.*⁵ » Il y a un déficit de modèles autochtones scolarisés dans les communautés. Le personnel enseignant de langue maternelle autochtone se concentre au préscolaire et au primaire et est peu présent au secondaire. Cette problématique n'est pas exclusive aux réserves. En effet, à la Commission scolaire Crie, la proportion du personnel enseignant autochtone est passée de 16% en 2001-2002 à près de 22% en 2009-2010 et de 19% à 26% à la Commission scolaire Kativik.

³ Le premier pensionnat autochtone au Québec fut créé en 1934. Le dernier pensionnat, situé à La Tuque fut fermé en 1980.

⁴⁴⁴ Propos rédigés par Niigaanwewidam James Sinclair, de la nation anishinabe, professeur à l'Université du Manitoba et cité par SAUL, John, (2015). *Le grand retour*, Boréal, p. 308.

⁵ SAUL, John (2015). *Le grand retour*, Boréal, p.175.

« On compte par centaines les études qui ont démontré que le système d'éducation formelle imposé en contexte autochtone ne convient pas à la grande majorité des enfants⁶ », notamment les manuels scolaires, les programmes et les calendriers scolaires. S'expatrier de sa communauté pour poursuivre des études secondaires et postsecondaires est difficile. Confrontés aux différences culturelles, aux déplacements multiples, aux manifestations de racisme plusieurs jeunes n'ont qu'une envie : retourner dans leurs communautés sans compléter leur scolarité.

Les problèmes socioéconomiques, la pénurie de logements et l'état pitoyable de ces derniers ont des effets majeurs sur la santé des jeunes et ce, dès leur plus jeune âge. Le taux de grossesses précoces des adolescentes autochtones et inuites⁷ est important. Tous ces facteurs contribuent largement aux difficultés d'apprentissages et entravent la réussite scolaire. Par désespoir plusieurs jeunes empruntent la voie de la toxicomanie, alors que d'autres choisissent le suicide. Ainsi, le groupe le plus atteint par le suicide est celui des 13 à 22 ans particulièrement chez les Inuits.

Ce portrait est dévastateur, Il faut de toute urgence éviter de perdre une autre génération de jeunes et confronter les défis que doivent affronter les communautés. Ce sont ces défis que nous allons détailler.

Premier défi : la valorisation de l'identité culturelle des jeunes et la prise en compte de la tradition orale

Notre engagement au sein des communautés Cri et Inuit nous ont permis de constater que l'acculturation a eu des effets néfastes dans les communautés. En effet, la situation actuelle des Premières Nations et des Inuits du Québec reflète une infime partie de ce que leur mode de vie ancestral était, il y a de cela moins de 100 ans. De nombreuses notions provenant de la société allochtone ont été introduites dans les communautés nordiques qui les adoptent et les intègrent ou les perçoivent comme des obstacles à la réalisation et à la reconstruction d'une société à leur image. Ces changements structuraux s'imbriquent dans leur culture, leur identité, les savoirs ancestraux et les activités traditionnelles se perdent.

Lors d'une recherche effectuée par la CSQ auprès des membres de l'AENQ en 2011, toutes les personnes interrogées étaient unanimes à revendiquer la préservation de leur culture, et ce malgré les influences venant du Sud. Ces personnes saluaient la contribution essentielle des aînés dans cette transmission

⁶ LÉVESQUE, Carole (2011) « Quand l'Éducation autochtone fait la une de la presse québécoise », *Parlons de l'Éducation des autochtones au Québec*, Réseau de recherche et de connaissances relatives aux peuples autochtones (DIALOG) et Institut national de la recherche scientifique (INRS).P. 23.

⁷ Soulignons que le taux de grossesse chez les jeunes filles inuites est quatre fois plus élevé que dans le reste du Québec.

et se désolait que l'école ne valorise pas suffisamment l'identité culturelle et le savoir autochtone.

S'il ne connaît pas ses origines, c'est-à-dire l'histoire de son peuple, son système de valeurs, ses coutumes et sa langue, l'élève n'arrivera jamais à une juste perception de lui-même, de ses possibilités et de tout son potentiel humain. Les cours qu'il reçoit et, en fait, toute son expérience scolaire, doivent contribuer à renforcer l'image qu'il a de lui-même en tant qu'autochtone ou inuit. Pourtant, le système scolaire actuel place les élèves autochtones dans un milieu culturel qui leur est étranger.

De fait, il y a un fossé entre le système éducatif dominant et le système d'apprentissage autochtone. Dans le premier cas, l'apprentissage dépend notamment des habiletés de l'élève en lecture et en écriture. Or, dans les communautés autochtones et Inuites, où il y a peu de journaux, l'écrit est utilisé seulement par certains individus dans le cadre de leur fonction professionnelle. Bien que plusieurs membres de ces communautés soient alphabétisés, leurs modes d'apprentissage s'inscrivent beaucoup plus dans un système fondé sur l'oral et le symbolique. De plus l'écriture Cri et inuit n'a rien à voir avec le système utilisé dans les écoles. Cela crée une autre confusion et rend l'apprentissage difficile. Comme le signale une enseignante de l'école WAAPINICHIKUSH de Chisasibi,

« Le système éducatif n'est pas approprié, notamment les livres, les programmes et le calendrier scolaire qui ne permettent pas vraiment de pratiquer les activités traditionnelles. Il est essentiel que les élèves puissent savoir qui ils sont, apprennent leur histoire, leur culture afin d'être fiers d'eux et de leurs ancêtres »

Selon elle, il doit y avoir un curriculum autochtone et les savoirs autochtones doivent être le fondement de notre enseignement.

Pour sa part, une enseignante de la langue inuktitut aux enfants de 3^{ième} année à l'école Pitakallak de Kuujuaq a choisi l'enseignement parce qu'elle voulait transmettre la tradition orale apprise de ses parents et rallumer chez les jeunes la fierté d'être Inuit.

« Notre langue, c'est ce que nous sommes. En préservant notre langue nous conservons notre identité. Il y a tellement de langues sur cette planète, la nôtre en est une. Nous ne pouvons pas la perdre »

L'absence de formation aux réalités culturelles et aux langues autochtones lors de la formation des maîtres rend difficile la mise en place d'outils permettant une réelle valorisation de la culture et des savoirs autochtones dans le quotidien de l'enseignement. C'est pourquoi nos membres autochtones et Inuits souhaitent que le personnel allochtone qui vient travailler dans les communautés reçoive

une formation adéquate les préparant à leur nouvel environnement notamment en ce qui concerne l'histoire de ces peuples.

On ne peut toutefois pas imputer toute la responsabilité à l'école, aussi dynamique soit-elle. Dans les communautés autochtones et inuits, les réseaux sociaux contribuent aussi au développement d'habitudes culturelles qui s'éloignent des pratiques et des coutumes ancestrales. Comme le souligne un enseignant, de plus en plus de jeunes ont leur compte Facebook et se fabriquent leur propre langue de communication.

Deuxième défi : la langue d'enseignement

Dans plusieurs communautés la langue autochtone est vivante, comme chez les Atikamekw, les Cris, les Innus et les Inuit. Dans les communautés cris l'enseignement du français n'est plus offert dans la majorité des écoles. L'enseignement au préscolaire se fait en cri. À partir du primaire l'enseignement se fait en anglais, langue seconde, avec des cours en cri.

Dans les écoles inuites, la langue d'enseignement de la maternelle à la deuxième année inclusivement est l'inuktitut. À partir de la troisième année, les parents ont le choix de faire éduquer leurs enfants en anglais ou en français (le début de l'enseignement en langue seconde peut varier au choix de la communauté). Le pourcentage d'enfants dont les parents choisissent de les placer dans le secteur français de la Commission scolaire Kativik augmente régulièrement depuis 1978. Le nombre d'élèves inscrits au secteur primaire en français dépasse maintenant le nombre d'élèves inscrits au secteur primaire en anglais.

Au fil de leur parcours scolaire toutefois les jeunes sont souvent confrontés à l'apprentissage de deux ou trois langues parlées et écrites, dont il est difficile parfois d'en acquérir la parfaite maîtrise. Dans un tel contexte le défi c'est de trouver le moyen, l'approche pédagogique permettant d'enseigner, de transmettre des savoirs dans des milieux où la langue maternelle n'est ni le français, ni l'anglais. Nos membres nous le disent régulièrement, le français est une langue seconde, et par surcroît, très difficile à apprendre, plus que l'anglais. Cela vient compliquer les apprentissages alors que l'élève doit comprendre les consignes d'une matière. S'il ne réussit pas il est voué à l'échec.

Troisième défi : Apprivoiser les jeunes, les amener à avoir confiance en eux, à se sentir à l'aise en classe

La professeure et chercheure à l'École d'administration publique (ÉNAP), Tatiana Garakani a mené une recherche sur la persévérance scolaire des jeunes inuit⁸. Selon elle, « les jeunes inuits même ceux qui ont des difficultés à l'école,

⁸ GARAKANI, Tatiana (2015). *Persévérance scolaire des élèves inuit : Influence de la perception de l'attitude et de l'approche pédagogique des enseignants inuit et qallunaat (non inuit)*.

font preuve de résilience, que ce soit au niveau personnel, dont l'estime de soi, mais aussi dans les relations qu'ils entretiennent avec leurs familles ou leurs communautés. Il y a là des forces que l'on doit reconnaître et sur lesquelles on peut construire. » Mais pour cela il faut une certaine ouverture comme le démontre les témoignages suivants.

Ainsi, un enseignant d'Opitciwan résume le constat général :

« Les jeunes autochtones parlent peu. Ils sont très timides en classe et discutent très peu d'eux-mêmes et de leur famille ».

S'appuyant sur son expérience un professeur au secondaire dans la communauté inuit Kangiqsujuaq raconte :

« On peut les faire s'ouvrir lorsqu'ils ont confiance en nous. J'ai aidé des jeunes filles enceintes qui ne connaissaient pas les ressources, des jeunes avec des problèmes de toxicomanie. Ils te content ce qu'ils ont fait la veille, ce qu'ils ont bu, la violence à la maison. Ils vont nous parler de ces choses-là mais cela prend une acceptation de la part de l'enseignante ou de l'enseignant.»

D'autres enseignantes et enseignants membres de l'AENQ soulignent l'importance du sport et des activités créatrices dans le développement de l'estime de soi chez les jeunes.

« Ce sont des hockeyeurs impressionnants et des athlètes naturels. Ils sont ingénieux à l'atelier de menuiserie et façonnent des objets de toute sorte avec une grande facilité. Ils aiment danser, chanter. Ils ont le sens de la fête. Il faut les voir à l'atelier de joaillerie, dans les cours d'arts plastiques. Du talent à revendre. Les filles qui font de la couture, selon le mode traditionnel, sont attentives et minutieuses ».

« J'organise des sorties sportives dans lesquelles les jeunes s'identifient et font les efforts nécessaires pour s'entraîner. »

« Ce qui motive les jeunes, les stimule à venir à l'école ce sont les activités parascolaires comme la photo, la musique, les sciences, l'informatique. »

À la Commission scolaire Kativik il existe plusieurs mesures notamment Écoles en santé, Stay in school, Nouveaux sentiers en éducation, permettant aux enseignants de présenter des projets pour appuyer l'école et les élèves. Les comités Vie étudiante sont très actifs dans les écoles du Nunavik. Si les activités thématiques traditionnelles (Halloween, Noël, St-Valentin) sont très populaires, plusieurs autres activités se greffent au calendrier scolaire telles les semaines de

prévention et de sensibilisation et des initiatives d'entrepreneuriat qui deviennent des approches gagnantes pour les élèves de l'école ou les jeunes décrocheurs.

Sauf que dans plusieurs communautés autochtones les ressources communautaires pour permettre aux jeunes d'avoir accès à des activités sportives et culturelles, en dehors des heures de classe, sont déficientes.

Quatrième défi : contrer l'absentéisme

Les taux d'absentéisme sont importants dans les communautés. Conséquence de la pénurie de logements adéquats, plusieurs jeunes traînent dans les rues tard le soir, échappant à des situations souvent dramatiques notamment les abus sexuels pour les filles et les coups pour les garçons. Sauf que le réveil du lendemain est fortement compromis. Il n'est pas rare qu'un jeune arrive à l'école en retard et se couche sous son bureau.

Un enseignant du village inuit de Quaqtac constate que

« l'absentéisme, c'est un problème majeur. Comment réguler sa classe, adapter son enseignement, être efficace quand les élèves s'absentent de leurs cours, parfois pour de longues périodes? Le problème, moins visible au primaire, s'accroît d'année en année. »

Dans plusieurs communautés, les programmes et les calendriers scolaires sont étrangers aux jeunes et les plonge dans un milieu culturel qui ne correspond pas à leurs besoins. Concernant le calendrier scolaire, autant les membres criés qu'inuits soulignent qu'il ne permet pas de vraiment pratiquer les activités traditionnelles, les absences permises étant trop courtes tant pour le personnel que pour les élèves. Ces éléments sont pointés du doigt comme facteurs favorisant l'absentéisme.

Parmi les pratiques facilitant le désintérêt pour l'école on cite aussi les facteurs familiaux notamment l'absence d'encadrement familial. Le hic c'est que très souvent cet encadrement est déficient pour diverses raisons. Pensons à la sous-scolarisation des parents, les problèmes de logement, la pauvreté des familles, les tensions entre les membres du personnel de l'éducation blancs et les parents, tensions liées très souvent aux traumatismes passés notamment suite à l'enfermement dans des pensionnats autochtones.

Cinquième défi : la crise du logement

La pénurie de logements et l'état pitoyable de ces derniers dans les communautés a des effets majeurs sur la santé des jeunes et contribue largement aux difficultés d'apprentissage et entrave la réussite scolaire. Comme le souligne deux enseignants de l'AENQ :

« Les élèves sont souvent incapables de faire leurs devoirs à la maison. Comment voulez-vous étudier lorsqu'on est 12 à la maison. Comment

valoriser l'éducation auprès d'une famille de 8 personnes vivant dans une maison de 2 chambres. Le jeune s'enfuit littéralement, il prend de l'alcool, de la drogue. »

Il faut des conditions de base pour étudier. En conséquence pour l'AENQ la construction de nouveaux logements en nombre suffisant est une priorité. Selon l'Office municipal d'habitation Kativik, en 2015 il en manquait 1 030 au Nunavik, comparativement à 915 en 2008. Selon l'Assemblée des Premières Nations Québec-Labrador, la pénurie de logements s'élevait à 9 433 unités en 2014 pour les Premières Nations du Québec et du Labrador.

Sixième défi : l'insuffisance des ressources

Le financement de l'éducation dans les réserves autochtones est entièrement assuré par le Ministère des Affaires autochtones et du Nord Canada, sauf que ce financement ne couvre pas les changements technologiques, les bibliothèques scolaires, le transport des élèves, le coût d'entretien des écoles, les régimes d'avantages sociaux du personnel de l'éducation ni les activités parascolaires et de loisirs, Quant à la formation professionnelle elle est aussi sous financée. Dans un tel contexte on ne peut se surprendre du fait que l'absence de soutien aux systèmes éducatifs des Premières nations a de graves conséquences sur la réussite éducative des élèves.

Les commissions scolaires Crie et Kativik sont des commissions scolaires ayant un statut particulier car elles ne sont pas instituées en vertu de l'article 111 de la Loi sur l'instruction publique. En effet, les commissions scolaires Crie et Kativik ont été instituées en 1978 par la Convention de la Baie-James et du Nord québécois.

Le ministre de l'Éducation a la responsabilité d'élaborer des règles de financement à l'égard de ces commissions scolaires, sous réserve des dispositions de la Convention de la Baie-James et du Nord québécois. Il doit également soumettre ces règles de financement à l'approbation du Conseil du trésor.

L'École des Naskapis a été créée par la Convention du Nord-Est québécois et son administration a été confiée à la Commission scolaire Central Québec. Cette école est régie par la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.

Dans les règles budgétaires des commissions scolaires Cri et Kativik pour les mesures des élèves à risque et les élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage, l'AENQ demande au ministre de rendre ces mesures obligatoires par l'entremise d'enveloppes dédiées exclusivement à ces élèves.

Tous s'entendent pour affirmer la difficulté d'enseigner lorsque les ressources pédagogiques en appui au personnel enseignant, notamment le personnel de soutien spécialisé qualifié, manquent pour faire face aux différentes problématiques. Dans ces deux commissions scolaires, il est difficile d'effectuer de véritables études de cas, de prévoir les besoins pour les élèves en difficultés faute de personnel spécialisé.

« Les problèmes sociaux sont énormes dans le nord, on a plus de problématiques en comportement qui ne sont pas nécessairement des EHDA dans les faits sauf qu'on n'a pas les ressources pour mieux les dépister ni pour les appuyer correctement. »

L'absence de ressources est en partie tributaire de la pénurie de ces mêmes professionnels au sud que ce soit des psychologues, des orthopédagogues, des conseillers pédagogiques, des psychoéducateurs. En conséquence, les services sociaux et les écoles du Nord écopent.

Septième défi : la formation professionnelle

Nonobstant le taux de décrochage scolaire, une voie qui devrait être privilégiée serait la formation professionnelle des jeunes afin de les aider à développer des métiers.

À cet égard, nous constatons que les programmes de formation sont adaptés au milieu et se poursuivent sur une période plus longue que prévue afin de permettre aux jeunes de réussir les crédits nécessaires à l'obtention du DES ou d'un DEP.

Huitième défi : le roulement du personnel enseignant

Chaque année l'arrivée d'enseignantes et d'enseignants ne connaissant pas les réalités autochtones provoque des tensions, le choc culturel est énorme. Il n'est pas rare qu'une enseignante ou un enseignant boucle sa valise une semaine ou un mois après son arrivée. Comme le souligne un enseignant de Quařtaq,

« Une fois arrivé au Nunavik tu te rends compte que tu n'es pas chez toi, que c'est une aventure humaine, que ça va être très difficile et que tu dois être là pour les bonnes raisons, Mais tu te rends aussi compte à quel point la vie peut être dure pour les Inuits. »

S'adapter est exigeant, il faut trouver ses repères, planifier ses activités d'enseignement, privilégier la relation humaine et l'activité pédagogique

Les enseignantes et les enseignants d'expérience le répètent, il faut du temps pour apprivoiser ces élèves issus d'une culture particulière avec ses codes et ses coutumes.

« Développer un lien de confiance est primordial, la relation maître-élève étant la pierre angulaire de l'engagement des élèves. Et cette relation de confiance est souvent brisée par le roulement du personnel. Ce facteur rend l'attachement plus difficile pour plusieurs élèves qui vivent une sorte d'abandon presque à chaque année. L'enseignant guide, l'accompagnateur qui s'investit chaque jour se verra, inévitablement, poser la question suivante au retour de la semaine de relâche : Serez-vous là l'an prochain? »

Car le taux de roulement du personnel enseignant est élevé.

Conclusion

Malgré tous ces défis « le réveil autochtone est là⁹ », plusieurs communautés ont pris leur destinée en main. La prise de conscience collective au sujet de la langue et de la culture autochtone a favorisé les revendications pour, notamment, un contrôle accru sur leurs systèmes d'éducation et des services à l'enfance. Ce qui est souhaité c'est une révision du curriculum scolaire en retenant ce qui est nécessaire du curriculum québécois en accordant une large part à l'enseignement de la langue, de l'histoire et des savoirs ancestraux.

Plusieurs écoles autochtones ont choisi de prioriser l'éducation et d'affecter des ressources initialement destinées à d'autres services communautaires vers l'éducation des jeunes¹⁰. Plusieurs écoles réussissent de petits miracles grâce au personnel qui y travaille.

Toutefois comme le souligne le rapport synthèse¹¹ cité plus tôt, il importe « de redéfinir les concepts de persévérance scolaire et de réussite pour les jeunes autochtones, en effectuant un changement de perspectives qui intègre la persévérance et la réussite éducative au-delà de la sphère scolaire. » Une chose est certaine les changements souhaités par les nations autochtones et inuit vont exiger une volonté politique importante de la part du gouvernement québécois mais aussi du gouvernement fédéral en ce qui concerne les écoles sous juridiction fédérale.

En conséquence l'AENQ demande au gouvernement

L'organisation **d'un sommet sur l'éducation en milieu autochtone par et pour les autochtones** afin que tous les acteurs de la société civile puissent échanger et établir un plan d'action concerté pour améliorer la réussite éducative de leurs jeunes.

Dans l'intervalle, l'AENQ demande au gouvernement que **des mesures particulières** soient développées :

- Reconnaître l'importance de l'apprentissage de la langue, de la culture, des savoirs et des traditions culturelles autochtones et Inuit et une meilleure intégration dans le cursus scolaire.
- Investir dans les infrastructures locales en construisant des centres de jeunesse afin de rendre la vie sociale, culturelle et sportive des jeunes plus diversifiée et leur permettre de développer leur plein potentiel.
- Améliorer les conditions de vie au Nord en construisant, de toute urgence, des nouvelles unités de logements.

⁹ Saul, John (2015), *Le grand retour*, Boréal, p. 175.

¹⁰ La Nation mohawk et la Nation huronne wendat, présentent des taux de réussite scolaire et de diplomation supérieurs aux autres groupes autochtones du Québec.

¹¹ Fonds pour la persévérance scolaire des jeunes autochtones, *op.cit.* p. 11.

- Augmenter le financement en éducation des Cris et des Inuits, par des enveloppes dédiées, particulièrement au niveau des élèves en EHDA.
- Augmenter le nombre de ressources qualifiées (orthopédagogues, techniciennes et techniciens en éducation spécialisée, psychoéducateurs etc.) soit par la formation et ou par des méthodes bonifiées d'attraction/rétention du personnel spécialisé.
- Garantir systématiquement et rapidement, dès le préscolaire, les services nécessaires en matière de prévention et d'intervention auprès de chaque élève HDAA ou ayant des besoins particuliers.